

**LE VIVANT
ET LA RÉVOLUTION**

Collection créée par Stéphane Durand en 2017

Infographie pages 156-157 : © AFP / Simon Malfatto,
Sophie Ramis

Titre original

*The Conservation Revolution: Radical Ideas for Saving Nature
Beyond the Anthropocene*

Éditeur original

Verso

© Bram Büsher and Robert Fletcher 2020

All rights reserved

First published by Verso 2020

© Actes Sud, 2023

pour la présente édition

ISBN 978-2-330- 18307-3

**BRAM BÜSCHER
ET ROBERT FLETCHER**

LE VIVANT ET LA RÉVOLUTION

*réinventer la conservation de la nature
par-delà le capitalisme*

Traduit de l'anglais par Antoine Chopot

Préface d'Antoine Chopot et Baptiste Morizot

Suivi d'un entretien avec les auteurs
réalisé par Antoine Chopot



ACTES SUD

SOMMAIRE

Préface d'Antoine Chopot et Baptiste Morizot – p. 8

INTRODUCTION – P. 18

CHAPITRE 1 – P. 34

LA CONSERVATION À L'ÈRE DE L'ANTHROPOCÈNE

CHAPITRE 2 – P. 72

NATURES DUALISTES

CHAPITRE 3 – P. 106

L'INSOUTENABLE CAPITALISME

CHAPITRE 4 – P. 148

UN POTENTIEL DE TRANSFORMATION RADICALE

INTERLUDE – P. 186

UN OCÉAN D'ALTERNATIVES

CHAPITRE 5 – P. 198

VERS LA CONSERVATION CONVIVIALE

CONCLUSION – P. 248

LA RÉVOLUTION EST TOUT CE QU'IL NOUS RESTE

Notes – p. 260

POSTFACE, ENTRETIEN AVEC BRAM BÜSCHER
ET ROBERT FLETCHER MENÉ PAR ANTOINE CHOPOT – P. 308

**LA CONSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ
EST UNE LUTTE POLITIQUE**

Remerciements des auteurs – p. 324

PRÉFACE

**POLITISER LA CONSERVATION
DE LA NATURE ?**

La biologie de la conservation est cette discipline scientifique qui s'est construite, dans la seconde moitié du xx^e siècle, sur le projet de protéger le monde vivant dont elle documentait la fragilisation systémique. Suivant la belle formule de George Hutchinson de 1965, son objet est de "conserver les acteurs de la pièce évolutive et le décor écologique où elle est jouée". C'est donc une science hybride, comme cela a été beaucoup dit : une science qui a une dimension politique. Celle-ci prend différents visages : la construction d'indicateurs, la campagne d'information, le plaidoyer, mais surtout la proposition de métriques, de politiques publiques et de cadres législatifs pour protéger espèces et habitats. La liste rouge des espèces, mise en place par l'UICN, est un bon exemple de l'originalité des dispositifs politiques mis en place par la biologie de la conservation : il n'y a pas de liste rouge des atomes, des planètes, parce que les sciences qui enquêtent sur eux n'ont pas à les protéger contre un risque de disparition.

L'apparente perméabilité spontanée de cette science avec le champ politique masque le fait que la biologie de la conservation revêt une dimension politique à un autre niveau, bien plus essentiel, bien plus profond : c'est qu'elle est toujours solidaire d'une économie politique, au sens marxien d'une compréhension des infrastructures économiques qui construisent un rapport métabolique entre une société humaine et ses milieux, et des rapports sociaux de domination ou d'égalité en elle.

C'est tout l'enjeu du livre *Le vivant et la révolution* : montrer la connivence inévitable entre biologie de la conservation et économie politique en place, lorsque la première ne construit pas activement une critique de la seconde. Voilà le point aveugle que ce livre met en pleine lumière : traditionnellement, les propositions politiques de la biologie de la conservation se sont en effet faites dans le cadre de l'économie *mainstream*, sans la remettre en question. Elles acceptaient la donne

des systèmes économiques en présence et tentaient de limiter les effets de destruction de ces modèles. Mais s'il s'avère que ce sont ces modèles économiques eux-mêmes qui sont le principal ennemi de la santé des milieux, n'est-il pas temps de penser autrement ? De se libérer d'une pensée de la protection de la nature qui occulterait l'économie politique destructrice qui en est le soubassement même ? N'est-il pas temps que la biologie de la conservation revendique une position critique à l'égard des formes économiques qui ont généré la destruction de ce qu'elle doit protéger ?

La force de ce livre est d'ouvrir un débat, d'initier une conversation sur un sujet occulté. Il dit, en un sens, ceci : vous voulez protéger la nature, défendre le vivant, lutter contre la sixième extinction des espèces et la fragilisation des potentiels d'évolution de la biosphère ? Vous ne pourrez pas le faire en vous épargnant une réflexion critique et une prise de position concernant les systèmes économiques dont nous héritons. Il n'y a pas d'œcuménisme spontané, ou de consensus facile, entre tous ceux qui prennent position contre la destruction du monde vivant. Ce n'est pas parce qu'on "aime la nature" qu'on est dans le même camp. Il y a des désaccords profonds, des conflits d'intérêts, des lignes de fracture idéologiques à clarifier, des débats à mener. Les partisans du capitalisme vert, les défenseurs des services écosystémiques, les thuriféraires de la croissance verte et les tenants d'une défense du vivant impliquant une critique de la croissance et de l'extractivisme ne sont pas dans le même camp au seul prétexte qu'ils s'intéresseraient tous à la "nature". Cette dernière n'existe pas en dehors d'une pensée d'économie politique concernant les formes de société qui sont compatibles avec sa vitalité. Vous voulez défendre le monde vivant ? Dites-nous quelle relation votre approche entretient avec les formes économiques dominantes.

Il ne s'agit pas, néanmoins, de souscrire à une ligne idéologique, celle des auteurs : ce n'est pas un livre de

prosélytisme politique. Ce qu'ils nous enjoignent de faire est simplement de prendre au sérieux la question suivante : qu'est-ce qui détruit ce à quoi vous tenez quand vous entendez protéger le monde vivant ? Flaubert dit, en substance, que la meilleure manière de critiquer quelque chose, c'est de le décrire. Vous voulez défendre les zones humides, les abeilles, les coraux, les cétacés dans leur milieu océanique ? Décrivez simplement les forces réelles qui sont à l'origine de la destruction du pan du monde vivant auquel vous vous intéressez, auquel vous tenez. Souvent, ce sera le même jeu de forces en présence : une économie devenue folle, des mécanismes précis d'extraction, de dévaluation du vivant, d'illimitation dans l'exploitation, au service de la croissance et des plus-values. Vous n'aurez même pas à forcer le trait pour montrer que ce modèle est profondément injuste et inacceptable. Une fois cela fait, les errances et les toxicités de nos héritages économiques émergeront spontanément, vous vous retrouverez presque obligé par la vie que vous défendez de prendre position, au sens où défendre l'existant n'est plus possible, et où agir et penser pour transformer ce qui détruit le monde vivant est une forme de bon sens tranquille.

Pour entrer dans ce débat, il suffit de commencer par décrire le faisceau de causes de la dégradation du monde vivant, et il est essentiel de le faire, car cela permet de se débarrasser de la position dépolitisée courante (dépolitisée d'être aveugle aux structures d'économie politique) : celle qui consiste à identifier comme cause majeure "les humains". Puisque, certes, ce ne sont pas les phoques, ni les coraux, ni les forêts, qui abîment la biosphère, et que le coupable est bipède, on le désigne par ce nom : "l'humain". Et par glissement, on y entend : "tous les humains". L'humanité en soi. Mais il ne faut pas confondre : ce ne sont pas les humains *en général* qui détruisent le vivant, comme totalité, comme espèce, comme condition, mais une

série de bifurcations historiques et non nécessaires qui ont donné leur forme économique à nos sociétés modernes tardives. C'est le mélange redoutable d'extractivisme, de productivisme, de culte de la croissance, de dévaluation du vivant, de fantasme du progrès technoscientifique, de capitalisme historique, de financiarisation contemporaine, et tant d'autres flux encore, qui a donné sa forme actuelle à notre capacité de destruction du vivant sans précédent. Mais le "nous" en question, ce n'est pas l'humanité : c'est une frange très tardive, très provinciale, très minoritaire et peu représentative de l'humanité, quand on sait que cette dernière a trois cent mille ans, et mille autres visages contemporains mieux tissés à leurs milieux vivants partout autour de la Terre. Ce n'est donc pas tout l'humain qui est en cause, mais une forme sociale et économique, et c'est elle qui ne peut plus être laissée hors champ dans les projets de protection de la nature. C'est pourquoi ce livre juge insuffisant, pour nommer l'étrangeté de notre ère, le nom d'"Anthropocène", pour lui préférer celui, plus juste historiquement, de "Capitalocène".

Le livre n'exige pas du lecteur de s'aligner sur ses propositions. Il nous offre la possibilité d'ouvrir un vaste espace de désaccords fertiles concernant la manière de nommer l'économie qu'on refuse et celle qu'on désire. Toutes ces questions sont ouvertes, les décisions théoriques, terminologiques, politiques dépendent des contextes et des conjonctures. C'est cet espace de débat qui nous manque, et que ce livre ouvre, fait exister, rend important.

Une perspective révolutionnaire pour le monde vivant

Le vivant et la révolution ouvre le débat en proposant une révolution des politiques de conservation de la nature et en invitant à saisir le potentiel révolutionnaire

contenu dans la conservation. Le livre part du constat suivant : les formes dominantes de la conservation de la nature doivent être remises en question et profondément renouvelées, car le monde vivant se détisse et se dégrade inexorablement malgré les efforts conjugués des programmes de protection et des grandes réunions internationales sur le climat et la biodiversité. Si la conservation dominante a pu sanctuariser certains pans de nature non humaine, celle-ci fait néanmoins partie du problème de par son rôle d'accompagnement et de correction en marge d'une économie mondiale fondamentalement "insoutenable". Reproduisant et généralisant le modèle américain des parcs forteresses, et héritant d'une vision coloniale et dualiste des rapports des humains à la nature, cette forme de conservation doit, selon les auteurs, être reconnue pour ce qu'elle est : à certains égards, une forme d'échec et, pour demain, un modèle dépassé.

Dans l'histoire moderne, "la conservation et le capitalisme se sont intrinsèquement coproduits l'un l'autre, et le dualisme nature-culture constitue [...] pour chacun d'eux un pilier fondateur*". La conservation et le développement capitaliste ont ainsi été historiquement mêlés, allant aujourd'hui jusqu'à prendre la forme d'une stratégie d'accumulation par conservation, où la conservation doit rendre profitable la nature préservée. Cette stratégie est théorisée pour la première fois dans ce livre, dans le sillage du concept d'accumulation par dépossession de David Harvey. Mais la nature de cette relation entre conservation et développement économique est en train de changer rapidement : il est nécessaire de comprendre ce changement pour identifier des prises sur le présent du monde vivant et social.

Le diagnostic original de ce livre permet de comprendre sous un jour neuf l'état actuel du débat mondial sur la conservation et de saisir la diversité des visées qui

* Voir p. 99.

coexistent aujourd'hui. Bram Büscher et Robert Fletcher, tous deux chercheurs de longue date en *political ecology*, offrent une cartographie utile des principales positions en présence. Les réflexions sur l'entrée dans l'Anthropocène ont fait naître des alternatives radicales à la conservation dominante, ayant surgi en réaction aux limites de cette première forme historique de conservation. Ils pèsent ainsi le pour et le contre de ce qu'ils identifient comme les deux grandes alternatives radicales à ce qu'ils nomment "la conservation *mainstream*". D'un côté, il y aurait les "néoconservationnistes", pour qui la nature sauvage, vierge et non humaine n'existe pas ou plus, qui cherchent à valoriser les "nouveaux écosystèmes" de l'Anthropocène et la part positive des transformations anthropiques, ainsi qu'à créer des partenariats avec le marché et les entreprises pour redynamiser une conservation jugée moribonde (*via* des stratégies de financiarisation de la nature, de valorisation du "capital naturel", de paiements pour services écosystémiques, de mesures de compensation écologique et d'écotourisme). De l'autre, il y aurait les "néoprotectionnistes", qui s'alarment de l'effondrement brutal et irréversible de la biodiversité sauvage et prônent un retour à une politique ambitieuse de protection forte (proposant notamment que la moitié de la Terre soit mise sous régime de protection, comme le défend le célèbre biologiste E. O. Wilson avec son projet Half Earth).

Mais pour Büscher et Fletcher, ces alternatives ne sont pas en mesure de dépasser la politique conservatrice dominante, car elles ne parviennent ni l'une ni l'autre à affronter un acteur qui, selon eux, est quasi systématiquement laissé hors champ dans les débats qui animent la conservation : le capitalisme. Ils en théorisent tout d'abord "l'insoutenable" en discutant les travaux d'écomarxistes comme James O'Connor, David Harvey ou Jason W. Moore, relativement à la question de la "valeur en mouvement", qui définit le

régime d'accumulation infinie et antiécologique du capital. En réalité, “les stratégies préconisées par les deux positions radicales du débat sur la conservation dans l'Anthropocène – la valorisation du capital naturel pour la nouvelle conservation, le renforcement et l'extension des aires protégées pour le néoprotectionnisme – ne sont donc pas diamétralement opposées mais sont les *deux faces de la même pièce* : celle de la conservation capitaliste*”.

Ce livre ne fait pas que dresser cette cartographie de la situation de la conservation mondiale dans l'Anthropocène. Il propose également sa propre alternative, basée sur vingt années de recherche en *political ecology* : la “conservation conviviale”, reprenant à Ivan Illich le concept de convivialité pour le redéployer sur un terrain qui n'était que virtuellement le sien, la conservation des milieux de vie, humains et non humains. Ce projet, mis à l'épreuve par des expérimentations en cours à travers le réseau international CONVIVA (voir à ce sujet l'entretien avec les auteurs en fin d'ouvrage), repose sur une série de grands déplacements nous proposant de passer des zones protégées à des aires de coexistence et de promotion du vivre-avec, d'une politique de sauvegarde de la nature à l'apprentissage d'être distinctement humains dans un monde d'altérités, du voyeurisme touristique et élitiste à la fréquentation engagée, d'un environnementalisme idéalisé et spectaculaire à une écologie du quotidien. Ce sont autant de propositions à même de libérer le potentiel révolutionnaire contenu dans la conservation, qui vont de la réparation des torts causés aux populations déplacées pour des projets de conservation à un revenu de base pour les communautés humaines vivant à proximité de *hotspots* de biodiversité, en passant par la déconstruction des relations de dépendances avec les entreprises destructrices comme principales sources de financement

* Voir p. 142.

des projets de conservation et la mise en place de mécanismes de financement alternatifs. Ainsi, au lieu de faire reposer le poids de la conservation sur les classes dominées et rurales vivant dans ou à proximité des zones de biodiversité, comme l'a fait et le fait encore la conservation dominante, il s'agirait de faire porter ce poids sur les classes dominantes, les grands propriétaires fonciers, etc., pour mieux cibler les causes et les acteurs de la destruction du vivant et de ses habitats.

Büscher et Fletcher font partie des rares théoriciens à penser la protection de la nature du point de vue d'une écologie politique anticapitaliste. Ils soutiennent qu'une approche différente et plus radicale, marxiste mais profondément renouvelée par la question écologique, peut s'avérer nécessaire. Une approche révolutionnaire de la conservation est possible, dépassant les alliances avec la mondialisation capitaliste et la dichotomie humain-nature : une politique de conservation postcapitaliste *et* postdualiste, encore trop rare dans les réflexions sur la protection du monde vivant. C'est un appel à la formation d'une coalition internationale pour la conservation conviviale ainsi qu'à d'autres formes de conservation, reterritorialisées, moins *top down* et basées sur des communautés habitantes, intégrant de multiples questionnements sur la décroissance (comment une économie politique de la conservation peut-elle fonctionner sans un taux de profit positif ?), sur la redistribution (comment répartir les richesses pour la biodiversité *et* les moyens de subsistance de populations qui en sont dépendantes ?), et sur les communs (comment développer des formes communales de gestion des ressources fondées sur des processus de décisions égalitaires et sur l'allocation équitable des ressources ?).

Du fait de ses partis pris forts, on peut estimer que ce livre, comme tous les livres engagés, a des points aveugles : par exemple, sa position critique sur le "réensauvagement" peut sembler schématique, et manquer les alternatives intéressantes et défendables de ce genre

d'approches (sur cette question, on pourra lire la réponse des deux auteurs dans l'entretien à la fin de ce livre). De même, on peut être en désaccord avec la manière qu'ont les auteurs de catégoriser les positions en présence (comme celle d'Anna L. Tsing), ou avec certaines de leurs analyses, sur l'échec structurel des projets de conservation du xx^e siècle notamment. Cela n'a pas d'incidence sur l'enjeu essentiel, car l'importance de ce livre est ailleurs : il ouvre un champ de questionnement hier occulté, dans lequel il n'est plus possible aujourd'hui de ne pas naviguer.

ANTOINE CHOPOT
et BAPTISTE MORIZOT

Composition et mise en pages
Nord Compo à Villeneuve-d'Ascq
reproduit et achevé d'imprimer
en août 2023
par Normandie Roto Impression
à Lonrai
pour le compte des éditions
Actes Sud
Le Méjan
place Nina-Berberova
13200 Arles